

Plan Local d'Urbanisme

Commune de CHATEAUVIEUX

Hautes-Alpes

1. Rapport de présentation
2. Projet d'Aménagement et de Développement Durables
3. Orientations d'Aménagement et de Programmation
4. Règlement et documents graphiques
5. Annexes

51. Annexes sanitaires

52. Emplacements réservés

53. Servitudes

54. Risques

55. Exploitations agricoles

56. Droit de Prémption Urbain

57. Autres éléments d'information

POS initial

Approuvée le : 28 Janvier 1975

Révision partielle approuvée le : 27 Mai 1986

Révision approuvée le : 7 Mai 1990

Modification approuvée le : 15 Juillet 1996

Modification approuvée le: 24 Sept. 2002

REVISION

Arrêté par délibération du conseil municipal
du : 21 Novembre 2011

Le Maire

Approuvé par délibération du conseil
municipal du : 28 Novembre 2012

Le Maire



François ESTRANGIN

Urbanistes

Micropolis – Bâtiment La Bérardie – 05000 GAP

EURECAT
Karine CAZETTES



Plan Local d'Urbanisme

Commune de CHATEAUVIEUX

Hautes-Alpes

1. Rapport de présentation
2. Projet d'Aménagement et de Développement Durables
3. Orientations d'Aménagement et de Programmation
4. Règlement et documents graphiques
5. Annexes

51. Annexes sanitaires

52. Emplacements réservés

53. Servitudes

54. Risques

55. Exploitations agricoles

56. Droit de Prémption Urbain

57. Autres éléments d'information

POS initial

Approuvée le : 28 Janvier 1975

Révision partielle approuvée le : 27 Mai 1986

Révision approuvée le : 7 Mai 1990

Modification approuvée le : 15 Juillet 1996

Modification approuvée le: 24 Sept. 2002

REVISION

Arrêté par délibération du conseil municipal
du : 21 Novembre 2011

Le Maire

Approuvé par délibération du conseil
municipal du : 28 Novembre 2012

Le Maire



François ESTRANGIN

Urbanistes

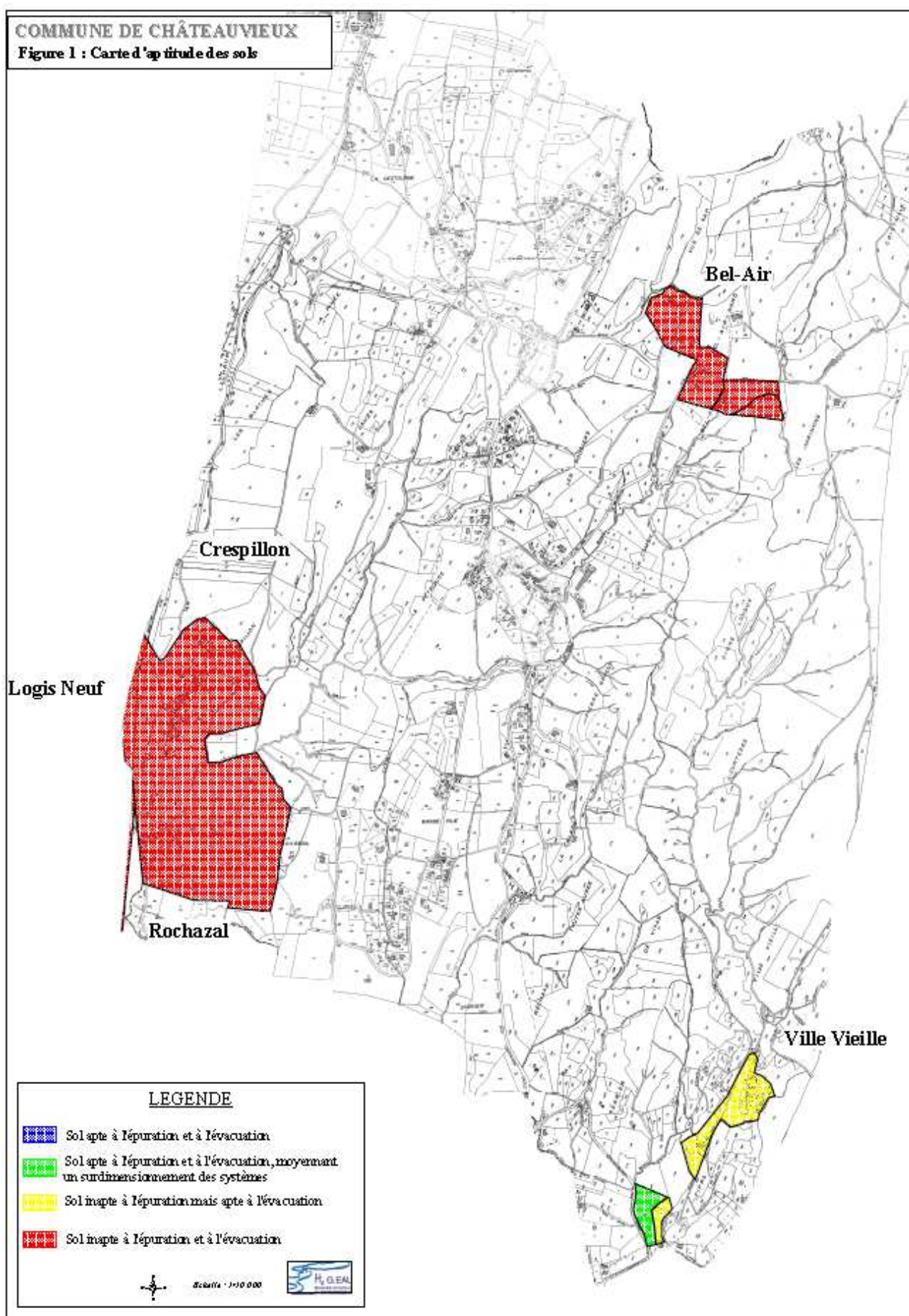
Micropolis – Bâtiment La Bérardie – 05000 GAP

EURECAT
Karine CAZETTES



COMMUNE DE CHÂTEAUVIEUX

Figure 1 : Carte d'aptitude des sols



Carte d'aptitude des sols

L'Assainissement

La commune a réalisé une étude de zonage d'assainissement. Il a été approuvé depuis. Ce Schéma Directeur d'Assainissement (SDA) a été réalisé par le Bureau d'Etudes H2GEO en 2010.

Il a été mis à jour par une étude réalisée par le même bureau d'études en Juin 2012 et a fait l'objet d'une enquête publique.

Ce document est disponible en Mairie.

Les principales conclusions sont résumées ci-dessous :

Etat des lieux de l'assainissement :

- **Assainissement non collectif**

Les secteurs suivants sont concernés :

- Bel Air
- Habitats isolés

Une carte d'aptitude des sols à l'assainissement autonome a été réalisée dans le cadre du schéma directeur d'assainissement en 2004 par H2GEAU. H2geo Environnement a réalisé des études complémentaires sur le quartier de Bel Air afin de définir sur cette zone les équipements nécessaires au traitement des eaux usées d'éventuelles constructions.

- **Secteur de Bel-Air :**

Filière préconisée : Assainissement autonome possible avec tranchées de dispersion surdimensionnées et filière compacte ou tertre reconstitué, réhabilitation des filières autonomes existantes conseillée, coût équivalent à un assainissement collectif.

Une taille minimale de parcelle de 1.200 m² est préconisée pour la construction de toute nouvelle habitation sur le secteur ANC de Bel-Air.

Cette superficie permet l'installation d'une filière d'ANC complète respectant le dimensionnement et les distances d'implantation avec les limites de parcelles et les habitations, préconisés dans les textes réglementaires, et permet le bon fonctionnement de cette installation.

- **Assainissement collectif**

Le réseau d'assainissement de Châteauvieux est un réseau séparatif. Il se compose de deux parties :

- une partie qui dessert la zone artisanale de Châteauvieux, les quartiers de la Destourbe et de l'Embeyrac-Nord et rejoint le réseau de Neffes-Pelleautier qui aboutit à la station d'épuration de Neffes, ce réseau s'étend sur 5,85 km.
- une partie qui dessert le village de Châteauvieux jusqu'aux habitations du Collet, au Nord du village, et rejoint le réseau d'assainissement de Tallard et sa station d'épuration, ce réseau s'étend sur 7,2 km.

L'exploitation de l'ensemble des réseaux et des ouvrages d'assainissement est assurée par la Générale des Eaux.

Tableau récapitulatif du choix de zonage de l'assainissement :

Désignation du secteur	Proposition de zonage	Observations et justifications du zonage
Bel-Air	A.N.C.	Assainissement autonome possible avec tranchées de dispersion surdimensionnées et filière compacte ou tertre reconstitué, réhabilitation des filières autonomes existantes conseillée, coût équivalent à un assainissement collectif
Rochazal/ Crespillon	A.C.	Réhabilitation des filières autonomes existantes. Assainissement collectif en cours.
ZAC Lachaup	A.C.	Zone déjà desservie par un réseau d'assainissement, assainissement collectif obligatoire en cas de développement de la zone d'activités
La Calada	A.C.	Zone constructible déjà desservie par un réseau d'assainissement, 2 habitations déjà raccordées.
Ségrier/ Fifre	A.C	Zone déjà desservie par un réseau d'assainissement, raccordement facile pour les habitations futures
Basse Rue	A.C.	Zone déjà desservie par un réseau d'assainissement, raccordement facile pour les habitations futures
Les Rougiers (périphérie du village)	A.C.	Zone déjà desservie par un réseau d'assainissement, raccordement facile pour les habitations futures
L'Embeyrac Nord	A.C.	Zone déjà desservie par un réseau d'assainissement, raccordement facile pour les habitations futures
La Destourbe	A.C.	Zone déjà desservie par un réseau d'assainissement, raccordement facile pour les habitations futures

En résumé, les secteurs situés hors zone d'assainissement collectif sont assainis à la parcelle.

Les secteurs de Bel Air ainsi que les habitats isolés sont concernés. Compte tenu de leur éloignement et de la faible densité de leur habitat, le raccordement de ces secteurs au réseau d'assainissement ne se justifie pas car il représenterait un coût excessif.

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) est créé depuis le 1^{er} Janvier 2006, la compétence a été déléguée à la Communauté des Communes de Tallard Barillonnette.

L'Eau potable

Extraits du Schéma Directeur d'Assainissement (SDA) a été réalisé par le Bureau d'Etudes H2G.EAU en 2004.

Sur le territoire de la commune, il n'y a pas de sources utilisées pour le réseau communal d'alimentation en eau potable.

La commune de Châteauvieux est alimentée par le réseau de Tallard dont la source est le puits des jardins :

Source actuellement utilisée, située à Tallard :

Nom du captage	date de création	altitude	cadastre	débit d'étéage supposé (Vs)
puits des jardins	1957	590	A1, n°531	5

Ce puits a été foré en 1959 par EDF et est aujourd'hui utilisé par 3 000 personnes. Le pompage de 120 m³/h permet d'avoir une nappe stabilisée. L'actuel forage est situé à 11 m de profondeur, en rive droite de la Durance, à 200 m à l'aval du Pont des Boulangeons. Il est protégé des crues par une digue.

La ressource, utilisée depuis plus de 30 ans, ne pose pas de problème au niveau de la qualité de l'eau pompée.

Cette source bénéficie de mesures de protection : une zone de protection immédiate et une zone de protection rapprochée, de rayon 150 m.

Par ailleurs, le secteur de la plaine de Lachaup et le secteur de Crespillon sont alimentés par le réseau de Gap Urbain.

Conformément à l'article L 2224-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la commune doit arrêter un schéma de distribution d'eau potable déterminant les zones desservies par le réseau de distribution.

Elle a jusqu'à la fin de l'année 2013 pour le faire.

Plan Local d'Urbanisme

Commune de CHATEAUVIEUX

Hautes-Alpes

1. Rapport de présentation
2. Projet d'Aménagement et de Développement Durables
3. Orientations d'Aménagement et de Programmation
4. Règlement et documents graphiques
5. Annexes

51. Annexes sanitaires

52. Emplacements réservés

53. Servitudes

54. Risques

55. Exploitations agricoles

56. Droit de Prémption Urbain

57. Autres éléments d'information

POS initial

Approuvé le : 28 Janvier 1975

Révision partielle approuvée le : 27 Mai 1986

Révision approuvée le : 7 Mai 1990

Modification approuvée le : 15 Juillet 1996

Modification approuvée le: 24 Sept. 2002

REVISION

Arrêté par délibération du conseil municipal
du : 21 Novembre 2011

Le Maire

Approuvé par délibération du conseil
municipal du : 28 Novembre 2012

Le Maire



François ESTRANGIN

Urbanistes

Micropolis – Bâtiment La Bérardie – 05000 GAP

EURECAT
Karine CAZETTES



Plan Local d'Urbanisme

Commune de CHATEAUVIEUX

Hautes-Alpes

1. Rapport de présentation
2. Projet d'Aménagement et de Développement Durables
3. Orientations d'Aménagement et de Programmation
4. Règlement et documents graphiques
5. Annexes

51. Annexes sanitaires

52. Emplacements réservés

53. Servitudes

54. Risques

55. Exploitations agricoles

56. Droit de Prémption Urbain

57. Autres éléments d'information

POS initial

Approuvée le : 28 Janvier 1975

Révision partielle approuvée le : 27 Mai 1986

Révision approuvée le : 7 Mai 1990

Modification approuvée le : 15 Juillet 1996

Modification approuvée le: 24 Sept. 2002

REVISION

Arrêté par délibération du conseil municipal
du : 21 Novembre 2011

Le Maire

Approuvé par délibération du conseil
municipal du : 28 Novembre 2012

Le Maire



François ESTRANGIN

Urbanistes

Micropolis – Bâtiment La Bérardie – 05000 GAP

EURECAT
Karine CAZETTES



LES CARTES CIPTM

Sources : CIPTM - DDT05

L'approche des risques est issue pour l'essentiel de la carte CIPTM (Carte Informatrice des Phénomènes Torrentiels et Mouvements de terrain) réalisée par la DDT 05.

Cette carte à jour en Janvier 2011 figure ci-après en grand format.

DISPOSITIONS TECHNIQUES CONCERNANT LES RISQUES

En vertu des articles R111-2 du Code de l'Urbanisme et L-563-2 du Code de l'Environnement, les projets peuvent être refusés ou soumis à prescriptions particulières, du fait de la présence de risques.

Tous les secteurs indiqués comme à risque sur les plans de zonage 5.1, 5.2 et 5.3 sont concernés.

Si l'Administration qui délivre l'autorisation n'est pas en mesure d'apprécier l'impact du risque relevé dans le secteur concerné, elle doit logiquement s'opposer à la délivrance de l'autorisation.

Pour éviter ce refus, le pétitionnaire peut apporter des éléments de connaissance à l'Administration en plus des pièces fixées par le Code de l'Urbanisme. Ainsi, une prise en compte correcte des risques peut être obtenue par les documents figurant ci-dessous :

Sous réserve des autres réglementations en vigueur, et à condition qu'elles n'aggravent pas les risques, n'en provoquent pas de nouveaux, n'accroissent pas la vulnérabilité et qu'elles prennent en compte les caractéristiques techniques des phénomènes identifiés sur la zone pour ne présenter qu'une vulnérabilité restreinte, peuvent être admises des exceptions aux dispositions concernant les zones de phénomènes avérés, sous réserve de l'application des prescriptions des zones de phénomènes présumés confrontées à un phénomène identique et en tenant compte des paramètres spécifiques à la zone de phénomènes avérés. Elles concernent :

- Les travaux d'entretien et de gestion courants (soumis ou non à des autorisations d'urbanisme) des constructions et installations implantées antérieurement à l'approbation du PLU.
- Les aménagements ou adaptations visant à améliorer la sécurité des biens et des personnes, sans accroître l'occupation humaine.
- Tous travaux et aménagements de nature à réduire les risques.
- La reconstruction à l'identique, ou avec réduction de la vulnérabilité, d'un bâtiment détruit régulièrement édifié, à condition que la destruction ne soit pas liée aux risques identifiés dans la zone correspondante.

Les exceptions ci-dessus ne peuvent être autorisées que si elles n'imposent aucune protection supplémentaire à la charge de la collectivité et nul ne pourra se prévaloir de ces exceptions pour exiger de la collectivité des mesures supplémentaires de protection collective.

Risque Crues Torrentielles

Phénomène avéré	Construction nouvelle à usage d'habitation	<i>Refus.</i>
	Construction à usage agricole sans habitat permanent	<i>Refus.</i>
	Construction à usage professionnel non agricole ou de service public, sans habitat permanent	<i>Refus. Le cas des stations d'épuration fera l'objet d'une demande spécifique.</i>
	Aménagement de construction existante avec ou sans habitat permanent	<i>Accord pour l'aménagement des étages supérieurs existants.</i>

Phénomène présumé	Construction nouvelle à usage d'habitation	<i>Attestation de l'existence d'une étude par un expert agréé montrant que les façades exposées sont aptes à résister à des pressions de 30 kPa sur une hauteur de 1 m par rapport au TN et que leurs fondations peuvent résister à des affouillements de 1 m sous le TN. Pas d'ouvertures sur les façades exposées jusqu'à 1 m au dessus du TN. Pas de sous-sols. La plus grande dimension du bâti sera parallèle au sens d'écoulement des eaux. Les clôtures devront être transparentes aux écoulements.</i>
	Construction à usage agricole sans habitat permanent	<i>Pas d'ouvertures sur les façades exposées jusqu'à 1 m au dessus du TN.</i>
	Construction à usage professionnel non agricole ou de service public, sans habitat permanent	<i>Idem Construction nouvelle à usage d'habitation, sauf pour les abris de jardin et autres annexes de moins de 20 m² construits en maçonnerie, qui ne sont pas soumis à attestation d'étude par un expert agréé ni tenus à la surélévation de 1 mètre.</i>
	Aménagement de construction existante avec ou sans habitat permanent	<i>Les garages ne sont pas tenus de respecter la surélévation à + 1 m. Accord pour l'aménagement ou la surélévation de niveaux supérieurs existants.</i>

Risque Ravinement

Phénomène avéré	Construction nouvelle à usage d'habitation	<i>Refus.</i>
	Construction à usage agricole sans habitat permanent	<i>Accord avec façades exposées aveugles sur 1 m par rapport au terrain naturel et attestation de l'existence d'une étude montrant que les façades exposées sont résistantes à une pression de 10 kPa sur 1 m par rapport au terrain naturel.</i>
	Construction à usage professionnel non agricole ou de service public, sans habitat permanent	<i>Refus.</i>
	Aménagement de construction existante avec ou sans habitat permanent	<i>Accord pour l'aménagement ou la surélévation de niveaux supérieurs existants ou à créer.</i>

Phénomène présumé	Construction nouvelle à usage d'habitation	<i>Accord avec façades exposées aveugles sur 0,8 m par rapport au terrain naturel. Pas de sous-sols. Les clôtures devront être transparentes aux écoulements.</i>
	Construction à usage agricole sans habitat permanent	<i>Accord.</i>
	Construction à usage professionnel non agricole ou de service public, sans habitat permanent	<i>Accord avec façades exposées aveugles sur 0,8 m par rapport au terrain naturel. Pas de sous-sols. Les clôtures devront être transparentes aux écoulements.</i>
	Aménagement de construction existante avec ou sans habitat permanent	<i>Les garages ne sont pas tenus de respecter la surélévation à + 0,8 m. Accord pour l'aménagement ou la surélévation de niveaux supérieurs existants ou à créer</i>

Risque Chutes de blocs

Phénomène avéré	Toutes constructions nouvelles	<i>Refus.</i>
	Aménagement de construction existante avec ou sans habitat <i>permanent</i>	<i>Refus.</i>

Phénomène présumé	Construction nouvelle à usage d'habitation	<i>Attestation de l'existence d'une étude par un expert agréé montrant que les façades exposées sont aptes à encaisser une énergie de 1 000 kJ sur une hauteur de 2 m.</i>
	Construction à usage agricole sans habitat permanent	<i>Attestation de l'existence d'une étude par un expert agréé montrant que les façades exposées sont aptes à encaisser une énergie de 1 000 kJ sur une hauteur de 2 m..</i>
	Construction à usage professionnel non agricole ou de service public, sans habitat permanent	<i>Attestation de l'existence d'une étude par un expert agréé montrant que les façades exposées sont aptes à encaisser une énergie de 1 000 kJ sur une hauteur de 2 m.</i>
	Aménagement de construction existante avec ou sans habitat permanent	<i>Accord pour l'aménagement ou la surélévation de niveaux supérieurs existants ou à créer. Accord pour les extensions d'annexes protégées du phénomène par le bâtiment existant.</i>

Risque Glissements

Phénomène avéré	Construction nouvelle à usage d'habitation	<i>Refus.</i>
	Construction à usage agricole sans habitat permanent	<i>Attestation de l'existence d'une étude géotechnique préalable par un expert agréé et de sa prise en compte dans le projet (construction, fondations, terrassements et drainages).</i>
	Construction à usage professionnel non agricole ou de service public, sans habitat permanent	<i>Refus.</i>
	Aménagement de construction existante avec ou sans habitat permanent	<i>Accord pour la construction de surfaces annexes de type garage ou véranda, sans habitation permanente.</i>

Phénomène présumé	Construction nouvelle à usage d'habitation	<i>Attestation de l'existence d'une étude géotechnique préalable par un expert agréé et de sa prise en compte dans le projet (construction, fondations, terrassements et drainages). En cas d'impossibilité de raccordement au réseau public d'assainissement, l'étude devra démontrer l'absence d'impact sur la stabilité des terrains du projet et des terrains environnants.</i>
	Construction à usage agricole sans habitat permanent	<i>Attestation de l'existence d'une étude géotechnique préalable par un expert agréé et de sa prise en compte dans le projet (construction, fondations, terrassements et drainages).</i>
	Construction à usage professionnel non agricole ou de service public, sans habitat permanent	<i>Attestation de l'existence d'une étude géotechnique préalable par un expert agréé et de sa prise en compte dans le projet (construction, fondations, terrassements et drainages). En cas d'impossibilité de raccordement au réseau public d'assainissement, l'étude devra démontrer l'absence d'impact sur la stabilité des terrains du projet et des terrains environnants.</i>
	Aménagement de construction existante avec ou sans habitat permanent	<i>Attestation de la réalisation d'une étude par un expert agréé montrant l'absence d'impact du projet sur le phénomène, y compris les rejets d'eau supplémentaires. Accord pour la construction de surfaces annexes de type garage ou véranda, sans habitation permanente.</i>

Des études complémentaires sur le secteur de l'Embeyrac ont eu lieu afin d'affiner la carte CIPTM (Carte Informative des Phénomènes de crues Torrentielles et Mouvements de terrain).

Des extraits sont présentés ci-après.
Le rapport complet est consultable en mairie.



TÉTHYS

BUREAU D'ÉTUDES GÉOLOGIQUES

RAPPORT D'ETUDE GEOTECHNIQUE

PRELIMINAIRE

CONSTRUCTIBILITE D'UN SECTEUR

QUARTIER « LEMBEYRAC NORD »

COMMUNE DE CHATEAUVIEUX

**COMMUNE DE
CHATEAUVIEUX**

JANVIER 2010

Réf. : AS/LJ/05/9175/03

St Claude
05380 CHÂTEAUROUX LES ALPES

Tél 92 43 40 12

Fax 92 43 62 37

tethys.geologue@orange.fr

SARL CECMAménagement au capital de 22 867 €

TVA intracommunautaire FR 77 350 811 709 - SIRET 00012 - NAF 7112 B

MICROPOLIS - Bât. IC5

05000 GAP

Tél 04 92 53 49 98

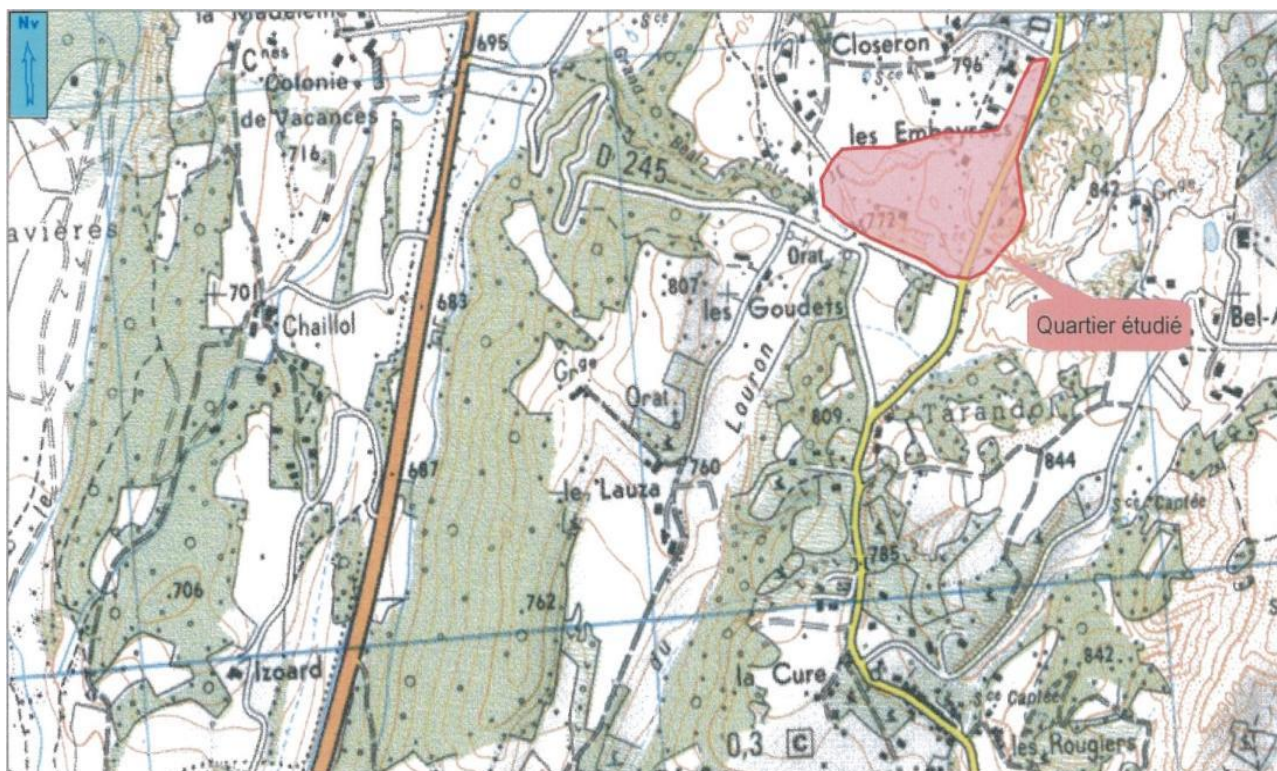
Fax 04 92 53 21 81

beg.tethys0070orange.fr

LE SITE ETUDIE

Les terrains étudiés, localisés au quartier - L'Embeyrac Nord », au nord du village de CHATEAUVIEUX, s'inscrivent entre le torrent du Grand Béat au sud et son affluent le Béai du Col au nord.

La zone d'étude est traversée en partie est par la RD 45.



Les terrains concernés dans la présente étude sont les parcelles n°93, 183 à 186, 188a, 190, 191, 194, 201, 205, 206, 223a, 224, 256, 260 à 262, 273, 274, 306, 322a, 323 à 329, 405, 406, 476, 477, 537, 538, 548, 549, 555a, 556 à 558 et 565 à 568, section A, situées

au lieu-dit - L'Embeyrac Nord » classées entièrement ou pour partie, en « zone de ravinement avéré - au regard de la carte CIPTM (Carte Informatique des Phénomènes de crues Torrentielles et Mouvements de terrains) de la Préfecture.

Les parcelles situées à l'est de la RD 45 sont des « ravines - avec une pente marquée à regard ouest au sein des schistes affleurants, alors que le reste de la zone d'étude, située dans un secteur à vocation agricole », présente une urbanisation relativement lâche de type « pavillonnaire ».

La majeure partie du secteur étudié est une zone relativement plane traversée au nord par le ruisseau du Béat du Col qui est ici très peu encastré dans le terrain et ponctuellement busé, et au sud par le torrent du Grand Béat qui coule d'est en ouest et forme un talweg d'environ 5 à 7 m de profondeur.

Le but de cette étude est ici de définir la constructibilité de ces parcelles au regard du risque de ravinement ; le mot « risque » est pris ici dans le sens d'aléas, c'est à dire « la probabilité d'apparition d'un phénomène sur un territoire donné, sans préjuger de la date de son déclenchement, ni des dommages qu'il peut causer ». L'aléa ne représente ainsi qu'une composante du risque, les autres aspects étant la vulnérabilité et le coût.

Ce zonage de constructibilité ne dispensera pas les constructeurs de réaliser une étude de sol et de fondation propre à chaque projet et qui permettra notamment d'adapter au mieux les fondations des projets à la réalité de leur sous-sol mais nous avons toutefois donné les principes d'aménagement dans les zones qui sont apparues aisément constructibles.

1 .Cadre géologique général

Le substratum rocheux du secteur est composé par des schistes argileux du Jurassique (Bathonien à Oxfordien) dénommés « Terres Noires - dans la toponymie locale. Ce substratum est affleurant en partie est de la zone d'étude dans le talus amont de la RD45.

Partout ailleurs, ce substratum est masqué par des moraines argilo-graveteuses du Würm ainsi que par des colluvions limoneuses issues du lessivage des formations du versant.

La zone d'étude correspond à un stade de creusement ancien de La Luye avec aujourd'hui une ancienne vallée perchée abandonnée et occupée par un fort comblement colluvionnaire.

2.Résultats des sondages

Les sondages, réalisés en dehors de la zone où le substratum est affleurant, ont ainsi rencontré depuis la surface :

- une couche de terre végétale au sens large, d'une épaisseur d'environ 0,40 m ;
- au-dessous, des matériaux peu compacts avec une résistance dynamique de pointe R_d 2 à 4 MPa ; il s'agit vraisemblablement de colluvions limoneuses.

Cette formation colluvionnaire a été reconnue jusqu'à des profondeurs variables de - 1,20 m (cf. SP4) à - 3,40 m (cf. SP1 et 2) ;

- au-delà, des matériaux plus résistants (R_d 6 à 9 MPa) ; il s'agit a priori de moraines argilo-graveleuses. Cet horizon morainique a été reconnu jusqu'à - 6 m, profondeur limite de notre intervention. Les refus de pénétration dynamique enregistrés ponctuellement semblent plus attribuables à des blocs au sein des moraines qu'au substratum schisteux.

Ce dernier affleurant dans le talus est de la RD45, n'a a priori pas été rencontré en sondages.

3.Conclusions sur la géologie

Ainsi, le sous-sol du site apparaît composé par un substratum schisteux affleurant en partie est de la zone d'étude et qui plonge rapidement ailleurs où il est masqué par un important placage morainique lui-même surmonté par une épaisseur pluri-métrique de colluvions limoneuses.

HYDROGEOLOGIE DU SITE

Aucune venue d'eau ou zone humide superficielle n'a été relevée sur le terrain lors de nos différentes interventions mais nos sondages ont rencontré ponctuellement des matériaux humides.

A l'échelle du versant, les écoulements souterrains sont essentiellement localisés au toit du substratum schisteux et sont généralement concentrés à la faveur de paléovallons c'est-à-dire d'anciens talwegs comblés par des colluvions et aujourd'hui ainsi plus ou moins masqués dans la topographie actuelle.

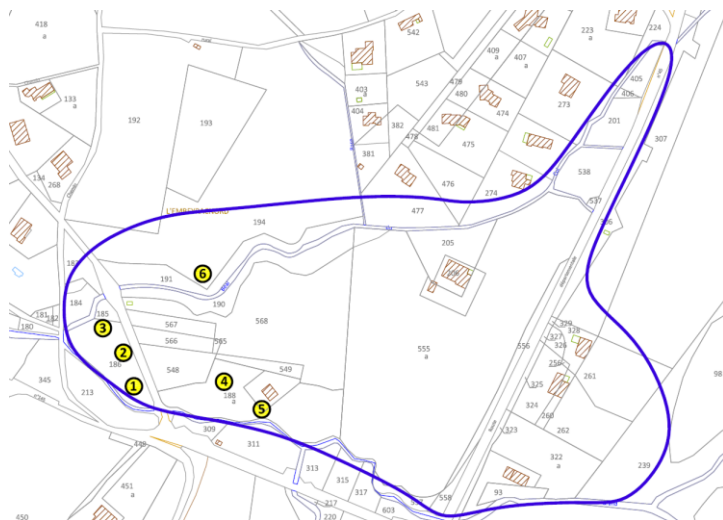
Au regard de la faible perméabilité des matériaux de couverture (colluvions limoneuses), les possibilités d'infiltration apparaissent très restreintes et les quantités d'eau attendues au toit des schistes seront limitées sauf au droit d'éventuels paléovallons.

D'une manière générale, les matériaux du site, à dominante limoneuse ou schisteuse, présentent une perméabilité faible à très faible et le drainage naturel du site apparaît donc très médiocre et se trouve assuré ici essentiellement par ruissellement à la faveur des pentes topographiques d'ensemble.

Tout point bas non drainé est ainsi de nature à piéger les eaux avec risque de détérioration des caractéristiques mécaniques des matériaux du sous-sol.

ZONAGE DES RISQUES - CONSTRUCTIBILITE

Dans le secteur étudié, on distinguera ici quatre zones définies en fonction de leur contexte géologique et topographique :



- la partie nord de la zone d'étude (zone nord) ;
- la partie située à l'est de la RD 45 (zone est) ;
- la partie située à l'ouest, en aval du chemin communal (zone ouest) ;
- la partie située au centre entre le chemin communal et la RD 45 (zone centrale).

1.Zone nord

Cette zone correspond aux parcelles n°201, 223a, 224, 273, 274, 405, 406, 476, 477, 537, 538 et la partie nord de la 555a, section A.

Cette zone a déjà fait l'objet d'une note géotechnique préliminaire en date du 23/11/2009 réf. AS/05/9175/02 et diffusée à la commune de CHATEAUVIEUX.

Cette zone très peu pentée est constituée par une forte épaisseur de colluvions limoneuses et de moraines argilo-graveleuses, cette faible pente rend ce secteur peu sensible au ravinement.

De plus, ces parcelles, peu pentées à regard ouest, ne présentent pas de signe d'instabilité ni de désordres graves et actifs déclarés.

Ainsi, elles peuvent être classées comme zone à faible risque de ravinement et peuvent être ainsi considérées comme constructibles.

Toutefois, dans la partie où le ruisseau du Béat du Col est non busé et peu encastré dans le terrain, on retiendra une marge de recul de 5 m par rapport à son axe afin de s'affranchir de tout risque de régression de ses berges par phénomène d'érosion.

2.Zone est

Cette zone correspond aux parcelles n°93, 256, 260 à 262, 306, 322a et 323 à 329, section A. Compte tenu des bonnes caractéristiques mécaniques des schistes compacts, ces derniers sont peu érodables

Les schistes, peu sensibles au ravinement, sont largement affleurants dans ce secteur relativement penté à regard ouest.

Bien que concerné par un léger risque de ravinement, ce secteur peut-être considéré comme constructible sous réserve de prendre en compte cet aspect lors de l'aménagement du site en fondant notamment les ouvrages géotechniques au sein des schistes compacts et en traversant systématiquement la frange altérée du substratum schisteux.

Par ailleurs, il sera impératif de respecter une pente d'au plus 50 % (2 horizontalement/ 1 verticalement) entre le niveau d'assise des fondations des constructions et tout point des pentes en aval pour les bâtiments et annexes reposant dans des schistes compacts.

3.Zone ouest

Cette zone est constituée par les parcelles n°183 à 186, section A.

Les sondages réalisés dans cette zone montrent un sol composé par environ 3 m de colluvions

Limoneuses peu compactes sur une épaisseur plurimétrique de moraines argito-graveleuses plus ou moins compactes. Par ailleurs, ce secteur présente une pente relativement marquée à regard ouest et comporte localement un développement important de végétation hydrophile.

Ainsi, cette zone présente un risque de glissement et de ravinement non négligeable ; elle apparaît difficilement aménageable et nécessiterait la mise en place d'ouvrages spécifiques permettant d'améliorer la stabilité du sous-sol pour l'implantation d'une construction.

4.Zone centrale

Cette zone comprend les parcelles n° 188a, 190, 191, 194, 205, 206, 548, 549, partie sud de la 555a, 556 à 558 et 565 à 568, section A.

Ces parcelles peu pentées (moins de 10 %) à regard ouest sont composées par environ 1,20 m à 1,50 m de colluvions Limoneuses surmontant des moraines argito-graveleuses ; elles ne présentent pas de signe d'instabilité ni de désordres graves et actifs déclarés. Ainsi, elles peuvent être classées comme zone à faible risque de ravinement et peuvent être ainsi considérées comme constructibles.

Toutefois, dans la partie où le ruisseau du Béat du Col est relativement encastré dans le terrain (partie ouest), on retiendra une marge de recul de 10 m par rapport aux crêtes de talus afin de s'affranchir de tout risque de régression de ses berges par phénomène d'érosion.

Pour les mêmes raisons, on retiendra dans le secteur sud de cette zone, une marge de recul de 15 m par rapport aux crêtes de talus du torrent du Grand Béat qui est ici encastré d'environ 5 à 7 m par rapport aux champs.

Dans le détail, cet aspect nécessitera un relevé topographique non disponible aujourd'hui ; il sera impératif de respecter une pente d'au plus 33 % (3 horizontalement/ 1 verticalement) entre le niveau d'assise des fondations des constructions et tout point des pentes en aval pour les bâtiments et annexes reposant dans les moraines argiligraveleuses.

5.Éléments communs aux zones nord, st et centrale

Dans ces zones qui peuvent être considérées comme constructibles en respectant les prescriptions générales des paragraphes précédents, il restera cependant à réaliser une bonne adaptation des éventuels projets de construction (non encore définis) à la nature de leur sous-sol ; cet aspect relève de l'étude de sol et de fondation détaillée de chacune des constructions (missions G12), mais nous donnons ci-après les principes généraux d'adaptation des bâtiments permettant aux concepteurs d'orienter l'aménagement du site en fonction des contraintes imposées par le sous-sol.

PRINCIPES D'AMENAGEMENT DES ZONES CONSTRUCTIBLES

1.Terrassements

Ceux-ci seront réalisables aux engins mécaniques classiques (pelle mécanique, ...) au niveau des matériaux de couverture (colluvions, moraines) ainsi que des schistes altérés.

En revanche, le B.R.H. sera vraisemblablement nécessaire pour le terrassement des schistes très compacts à caractère pratiquement rocheux bien que l'on puisse espérer ici, pour un terrassement en grande masse, une extraction pour partie classique avec des engins de forte puissance.

Toutes les eaux de ruissellement devront être collectées en amont des talus terrassés.

D'une façon générale, on évitera au maximum les terrassements qui pourraient modifier la stabilité des pentes et ainsi on limitera les déblais sans soutènement comme les remblais à 2 m de haut au maximum avec une pente maximale de 3/1 (3 horizontalement/1 verticalement).

Ces conditions restrictives seront applicables autant pour les constructions que pour les voies d'accès dont la géométrie pourra alors nécessiter la réalisation d'ouvrages de soutènement.

En phase définitive les talus subsistants tant en remblai qu'en déblai devront être correctement végétalisés ou protégés pour réduire leur sensibilité à l'érosion.

Les produits issus des terrassements ne pourront être réutilisés que pour des remblais non techniques (sans relation avec les structures) en raison de leur caractère altérable (terrains de couverture) voire évolutif (schistes).

2.Drainage

D'une façon générale, on veillera à collecter et évacuer toutes les eaux de ruissellement et météoriques reçues par les aménagements réalisés ; par ailleurs, on évitera toute infiltration dans le sol et toute stagnation d'eau sur le sol.

Ainsi, pour les constructions (bâtiments, ouvrages de soutènement, ...) outre la collecte systématique des eaux de toitures et des surfaces imperméabilisées, on devra mettre en place un drainage périphérique classique des fondations et des murs enterrés.

Les eaux ainsi collectées devront être rejetées dans le réseau E.P. (eaux pluviales) ou à défaut, et après obtention des autorisations nécessaires, dans un exutoire naturel susceptible de les recevoir sans désordres sur les fonds présents à l'aval. On pourra ainsi a priori retenir ici le torrent du Grand Béat ou le Béal du Col en conduisant les eaux jusqu'en fond de vallon.

Les eaux usées seront également collectées vers le réseau E.U. (eaux usées).

3.Considérations générales sur les fondations et les structures

On veillera dans tous les cas à assurer un sol de fondation homogène (substratum schisteux ou moraines argilo-graveleuses) pour chaque construction afin de limiter les risques de tassements différentiels.

Les types de fondations et leur dimensions (profondeur, contrainte admissible, etc.) ainsi que les tassements prévisibles ne pourront toutefois être déterminés qu'après réalisation de sondages géotechniques adaptés à la localisation et à la nature des projets.

Il apparaît cependant déjà nécessaire de concevoir, pour des constructions reposant dans les moraines des programmes architecturaux homogènes (géométries simples et symétriques avec des descentes de charge homogènes) afin d'assurer une bonne rigidité des structures qui devront être correctement chaînées (raideurs d'angles, chaînages haut et bas au moins le soubassement en béton, etc.) avec des joints de rupture convenablement disposés si nécessaire.

Par ailleurs, des rez-de-chaussée avec plancher sur V.S. (vide sanitaire) seront ici mieux adaptés que des dallages sur hérisson afin notamment d'éviter tout risque de comportement différentiel entre le niveau de base et la structure et d'accroître la rigidité des constructions.

Concernant les projets de la zone est qui reposeront a priori sur les schistes, la recherche du substratum compact avec une très bonne portance permettra d'être moins restrictif sur la géométrie du projet et sa structure ; toutefois, nous rappellerons le caractère très évolutif de ces matériaux en présence d'eau.

Il convient donc de protéger ces matériaux, comme les colluvions et les moraines d'ailleurs, de l'altération météorique et de l'humidité, de soigner dans tous les cas les dispositifs de drainage (cf. § VII.2 Drainage) et de collecte des eaux de ruissellement.

Par ailleurs, on évitera les dallages reposant directement sur les schistes et l'on retiendra soit des planchers sur V.S. soit des dalles portées sous réserve de mettre en oeuvre un coffrage perdu biodégradable permettant d'assurer un vide de plusieurs cm sous les dalles pour prévenir un éventuel gonflement des schistes.

4.Aspect sismique

Le site est classé en zone 1A (sismicité très faible) dans le zonage du décret 91.461 du 14 mai 1991.

La Géotechnicienne
chargée de l'affaire :



Anne SILVE

L'Ingénieur Géotechnicien :



Laurent JEROME

Approuvé par
Le Directeur :



Pierre ROSTAN

Commune de
CHÂTEAUVIEUX
Hautes-Alpes

- 1. Rapport de présentation
- 2. Projet d'Aménagement et de Développement Durables
- 3. Orientations d'Aménagement et de Programmation
- 4. Règlement et documents graphiques
- 5. Annexes

54. Plan des risques

POS initial

Approuvé le : 28 janvier 1975

Révision partielle approuvée le 27 Mai 1986

Révision approuvée le : 7 Mai 1990

Modification approuvée le : 15 Juillet 1996

Modification approuvée le : 24 Sept. 2002

REVISION

Arrêté par délibération du conseil municipal du : 21 Novembre 2011

Le Maire

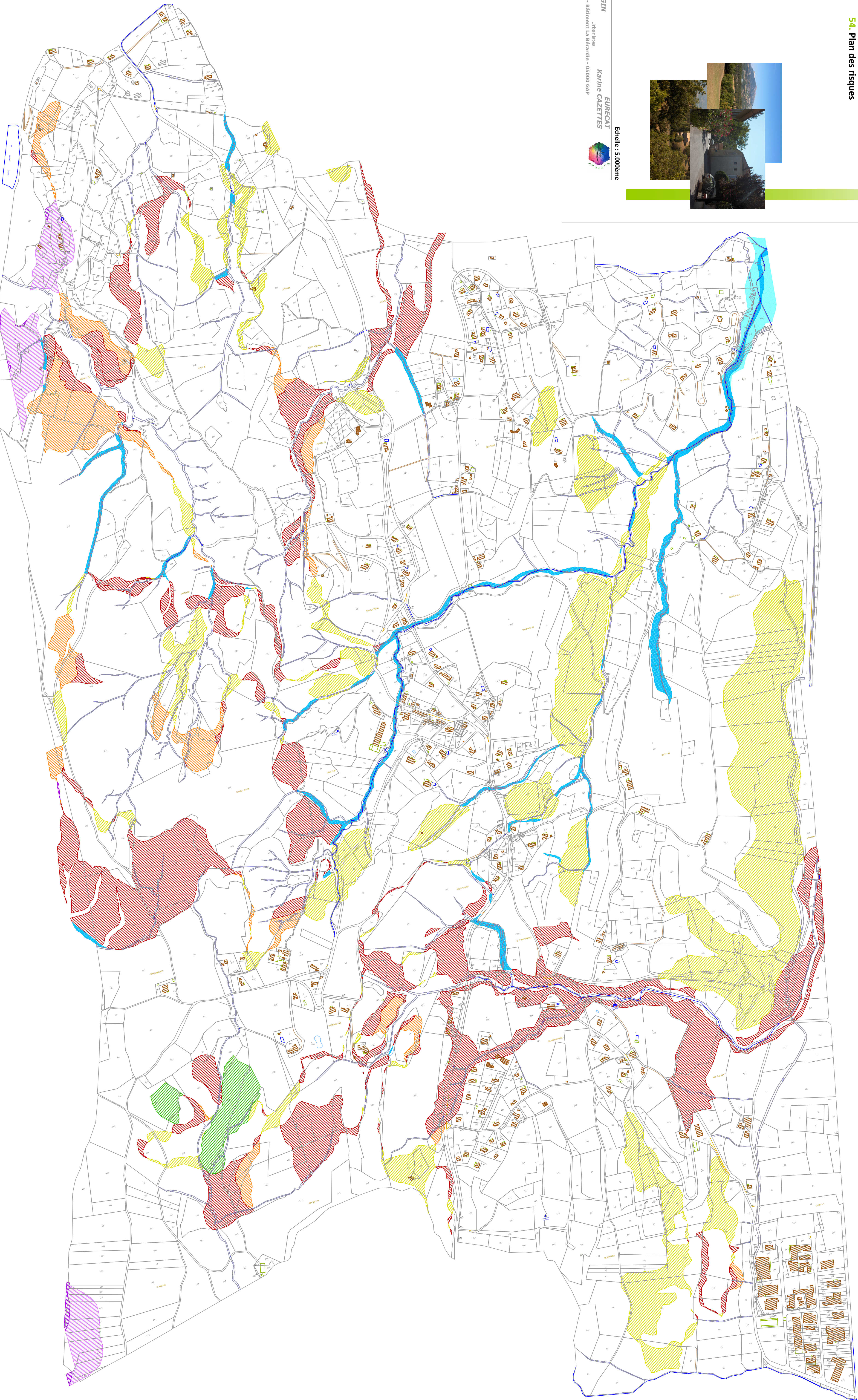
Approuvé par délibération du conseil municipal du : 28 Novembre 2012

Le Maire

 François **ESTRANGIN** Urbanistes
Micropolis - Bâtiment La Bernarde - 05300 GAP

 EURECAT
Karine **CAZETTES**

Echelle : 5,000ème



Plan Local d'Urbanisme

Commune de CHATEAUVIEUX

Hautes-Alpes

1. Rapport de présentation
2. Projet d'Aménagement et de Développement Durables
3. Orientations d'Aménagement et de Programmation
4. Règlement et documents graphiques
5. Annexes

55. Exploitations agricoles

POS initial

Approuvée le : 28 Janvier 1975

Révision partielle approuvée le : 27 Mai 1986

Révision approuvée le : 7 Mai 1990

Modification approuvée le : 15 Juillet 1996

Modification approuvée le: 24 Sept. 2002

REVISION

Arrêté par délibération du conseil municipal
du : 21 Novembre 2011

Le Maire

Approuvé par délibération du conseil
municipal du : 28 Novembre 2012

Le Maire



François ESTRANGIN

Urbanistes

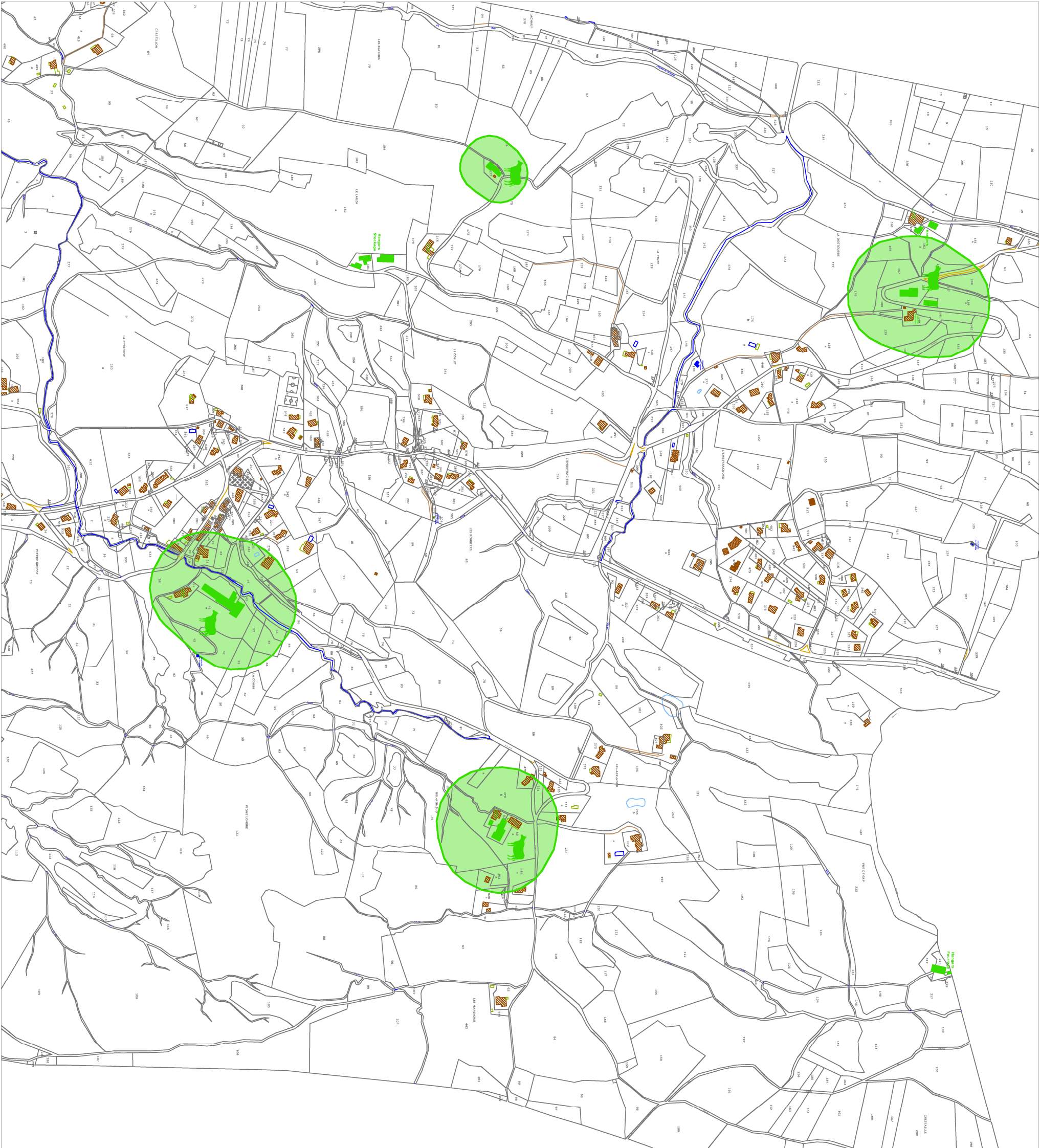
Micropolis – Bâtiment La Bérardie – 05000 GAP

EURECAT
Karine CAZETTES



Les périmètres de réciprocité sont donnés ici à titre informatif au moment de l'approbation du PLU.

Il appartiendra aux services compétents de vérifier l'exactitude des éléments et de tenir compte des éventuelles évolutions des exploitations au moment du dépôt d'une demande d'autorisation ou d'information.



COMMUNE

CHATEAUVIEUX

Exploitations agricoles

Localisation des exploitations agricoles et distances réciproques à respecter vis à vis des tiers (Art.111-3 du Code Rural)

Légende

- Bâtiment agricole
- Distances réciproques à respecter
- Elevage Bovin

Plan de situation



Echelle

1/7000

Date

28 Novembre 2012



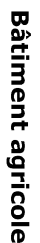
François ESTRANGIN et Karine CAZETTES

COMMUNE

Exploitations agricoles

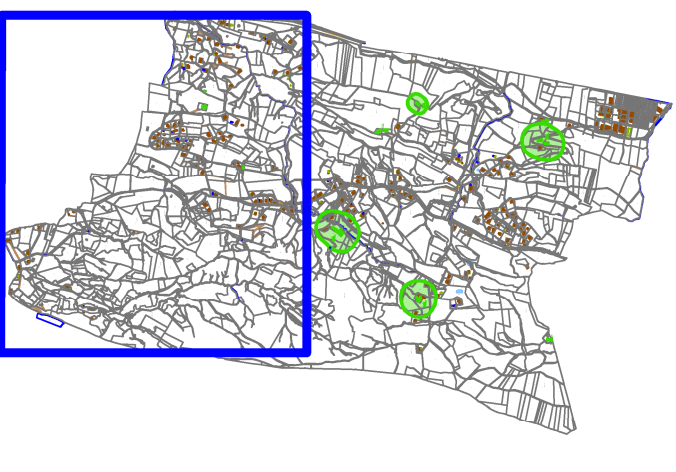
Localisation des exploitations agricoles et distances réciproques à respecter vis à vis des tiers (Art..111-3 du Code Rural)

Légende



Elevage Bovin

Plan de situation



Echelle	
---------	--

1/7000

DATE

28 Novembre 2012



François ESTRANGIN et Karine CAZETTES



Plan Local d'Urbanisme

Commune de **CHATEAUVIEUX** Hautes-Alpes

1. Rapport de présentation
2. Projet d'Aménagement et de Développement Durables
3. Orientations d'Aménagement et de Programmation
4. Règlement et documents graphiques
5. Annexes

56. Droit de Prémption Urbain

POS initial

Approuvée le : 28 Janvier 1975

Révision partielle approuvée le : 27 Mai 1986

Révision approuvée le : 7 Mai 1990

Modification approuvée le : 15 Juillet 1996

Modification approuvée le: 24 Sept. 2002

REVISION

Arrêté par délibération du conseil municipal
du : 21 Novembre 2011

Le Maire

Approuvé par délibération du conseil
municipal du : 28 Novembre 2012

Le Maire



François ESTRANGIN

Urbanistes

Micropolis – Bâtiment La Bérardie – 05000 GAP

EURECAT
Karine CAZETTES



**Le DPU fera l'objet d'une
délibération ultérieure.**

Plan Local d'Urbanisme

Commune de CHATEAUVIEUX

Hautes-Alpes

1. Rapport de présentation
2. Projet d'Aménagement et de Développement Durables
3. Orientations d'Aménagement et de Programmation
4. Règlement et documents graphiques
5. Annexes

51. Annexes sanitaires

52. Emplacements réservés

53. Servitudes

54. Risques

55. Exploitations agricoles

56. Droit de Prémption Urbain

57. Autres éléments d'information

POS initial

Approuvée le : 28 Janvier 1975

Révision partielle approuvée le : 27 Mai 1986

Révision approuvée le : 7 Mai 1990

Modification approuvée le : 15 Juillet 1996

Modification approuvée le: 24 Sept. 2002

REVISION

Arrêté par délibération du conseil municipal
du : 21 Novembre 2011

Le Maire

Approuvé par délibération du conseil
municipal du : 28 Novembre 2012

Le Maire



François ESTRANGIN

Urbanistes

Micropolis – Bâtiment La Bérardie – 05000 GAP

EURECAT
Karine CAZETTES



SOMMAIRE

ARRETE PREFECTORAL DU 21 JUILLET 2001 SUR LES ZONES D'EXPOSITION AU PLOMB

ARRETE PREFECTORAL N° 2003-70-1 DU 11 MARS 2003 SUR LE DEFRICHEMENT

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS - SDIS

ARCHEOLOGIE PREVENTIVE

ASA DU CANAL DE GAP

PREFECTURE DES HAUTES-ALPES

Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

Service : Santé-Environnement

ARRETE PREFECTORAL DU : 21 juillet 2001

N° 1911

OBJET : Zones à risque d'exposition au plomb.

LE PREFET DES HAUTES ALPES

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU La loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions ;

VU Le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L 32.5 et R 32.8 à R 32.12 ;

VU L'arrêté ministériel du 12 juillet 1999 fixant le modèle de la note d'information à joindre à un état des risques d'accessibilité au plomb révélant la présence de revêtements contenant du plomb pris pour l'application de l'article R 32.12 du Code de la Santé Publique ;

VU La circulaire DGS/VS3 nE 99/533 UHC/QC/18 nE 99.58 du 30 août 1999 relative à la mise en oeuvre et au financement des mesures d'urgence sur le saturnisme ;

VU Les avis des conseils municipaux des communes du département des Hautes-Alpes ;

VU L'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 4 juillet 2000 ;

CONSIDERANT

Qu'il est souhaitable que les acheteurs d'immeubles d'habitation soient informés de la présence de peintures au plomb afin qu'ils intègrent ce risque dans la gestion de leur bien ;

SUR Proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

Article 1 :

L'ensemble du département des Hautes-Alpes est classé zone à risque d'exposition au plomb pour les constructions réalisées avant le 1er janvier 1948.

Article 2 :

Un état des risques d'accessibilité au plomb est annexé à toute promesse unilatérale de vente ou d'achat, à tout contrat réalisant ou constatant la vente d'un immeuble affecté en tout ou partie à l'habitation, construit avant le 1er janvier 1948. Cet état doit avoir été établi depuis moins d'un an à la date de la promesse de vente ou d'achat ou de contrat susvisé.

Article 3 :

L'état des risques d'accessibilité identifie toute surface comportant un revêtement avec présence de plomb et précise la concentration en plomb, la méthode d'analyse utilisée ainsi que l'état de conservation de chaque surface. La méthodologie utilisée pour la réalisation de l'état des risques doit être conforme aux obligations édictées par les ministres chargés de la santé et du logement. L'état des risques est établi par un contrôleur technique agréé au sens de l'article L.111-25 du code de la construction et de l'habitation ou par un technicien de la construction qualifié ayant contracté une assurance professionnelle pour ce type de mission. Les fonctions d'expertise ou de diagnostic sont exclusives de toute activité d'entretien ou de réparation de l'immeuble.

Article 4 :

Lorsque l'état des risques d'accessibilité révèle la présence de revêtements contenant du plomb en concentration supérieure au seuil réglementaire, il lui est annexé une note d'information générale à destination du propriétaire lui indiquant les risques de tels revêtements pour les occupants et les personnes éventuellement amenées à faire des travaux dans l'immeuble ou la partie d'immeuble concerné. Cet état est communiqué par ce propriétaire aux occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concerné et à toute personne physique ou morale appelée à y effectuer des travaux.

Article 5 :

Lorsque l'état des risques révèle une accessibilité au plomb au sens de l'article R. 32-2 du code de la santé publique, c'est à dire la présence de revêtements dégradés contenant du plomb à une concentration supérieure au seuil réglementaire, le vendeur ou son mandataire en transmet une copie complète au Préfet, Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Article 6 :

Aucune clause d'exonération de la garantie des vices cachés ne peut être stipulée à raison des vices constitués par l'accessibilité au plomb si l'état des risques d'accessibilité au plomb n'est pas annexé aux actes visés à l'article 2.

Article 7 :

Le présent arrêté sera affiché à la mairie de chaque commune des Hautes-Alpes pendant un mois. Mention du présent arrêté et de ses modalités de consultation sera insérée dans deux journaux paraissant dans le département des Hautes-Alpes. Ampliation du présent arrêté sera adressé au Conseil Supérieur du Notariat, à la Chambre Départementale des Notaires et aux barreaux constitués près les Tribunaux de Grande Instance.

Article 8 :

Le présent arrêté sera applicable aux actes visés à l'article 2 signés à partir du premier janvier 2001.

Article 9 :

Mademoiselle la Secrétaire Générale de la Préfecture, Monsieur le Sous Préfet de Briançon, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipeement, Mesdames et Messieurs les Maires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à GAP, le 21 juillet 2001

POUR LE PREFET,

La Secrétaire Générale
Camille PUTOIS

ARRETE PREFECTORAL N° 2003-70-1 DU 11 MARS 2003

PREFECTURE DES HAUTES ALPES

Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt

Arrêté préfectoral du 11 mars 2003

n°2003-70-1

OBJET : Seuils minima des surfaces au-dessus desquels une demande d'autorisation de défrichement doit être présentée.
(Article L 311-2 du Code Forestier)

LE PREFET

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code Forestier, Livre III, conservation et police des bois et forêts en général - Livre 1^{er} Défrichement,

VU la loi forestière n°2001-602 du 9 juillet 2001,

VU l'article L 311-2 du Code forestier,

VU le relevé de conclusions établi par la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt des Hautes-Alpes en date du 14 février 2003 suite à la consultation des organismes concernés,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Hautes-Alpes,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} - Pour le département des HAUTES-ALPES sont exceptés des dispositions de l'article L311.1 du Code forestier :

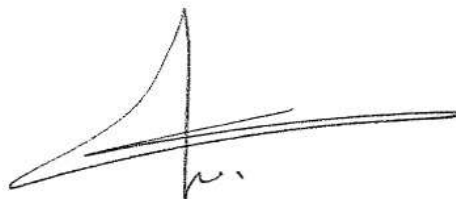
1°/ les bois d'une superficie inférieure à 4 ha sauf s'ils font partie d'un autre bois dont la surface, ajoutée à la leur, atteint ou dépasse le seuil fixé selon les modalités précitées,

2°/ les parcs ou jardins clos et attenants à une habitation principale, lorsque l'étendue close est inférieure à 10 ha. Toutefois, lorsque les défrichements projetés dans ces parcs sont liés à la réalisation d'une opération d'aménagement prévue au titre 1^{er} du livre III du code de l'urbanisme ou d'une opération de construction soumise à autorisation au titre de ce code, cette surface est abaissée à un seuil de 0,5 ha.

ARTICLE 2 - Mesdames et Messieurs les Maires du Département, Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Madame la Directrice Départementale de l'Agriculture et de la Forêt, Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipeement, Monsieur le Colonel, Commandant le Groupement de Gendarmerie des Hautes-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à GAP, le 11 MARS 2003

LE PREFET,



Patrick STRZODA

PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

VOIES D'ACCES

Les caractéristiques des voies utilisables par les engins de lutte contre l'incendie doivent permettre l'approche et le stationnement des établissements recevant du public par ces véhicules.

- ☞ La largeur de la chaussée, bandes réservées au stationnement exclues, est de 3 mètres à 6 mètres.
- ☞ Force portante calculée pour un véhicule de: 130 kilo-newton (dont 40 kilo-newton sur l'essieu avant et 90 kilo-newton sur l'essieu arrière, ceux-ci étant distants de 4.50 mètres).
- ☞ Rayon intérieur minimum R : 11 mètres.

☞ Surlargeur S = 15

R

☞ dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres (S et R, surlargeur et rayon intérieur, étant exprimés en mètres).

- ☞ Hauteur libre autorisant le passage d'un véhicule de 3.30 mètres de haut, majorée d'une marge de sécurité de 0.20 mètre soit 3.50 mètres.
- ☞ Pente inférieure à 15%.

DEFENSE CONTRE L'INCENDIE

- ☞ Le ou les réseaux d'incendie doivent être alimentés par une réserve d'eau incendie d'au moins 120 m³ compte-tenu, éventuellement, d'un apport garanti pendant une durée de deux heures.
- ☞ Les poteaux incendie placés sur ce réseau doivent être conformes à la norme NFS 61/213 (débit 171/s sous un bar) ou exception de 8 l/s à 6 bars.
- ☞ Si le réseau d'eau public ne permet pas d'obtenir les débits portés ci-dessus, la défense incendie pourra être assurée par des réserves d'eau ou points d'eau naturels, dont le type et la capacité devront faire l'objet d'un avis de la Direction Départementale des Services d'incendie et de Secours.

※ ZONE UA : Toute construction doit être implantée à moins de 100 mètres d'un poteau incendie.

※ ZONE UB : Dito zone UA

※ ZONE UC : Le réseau d'eau doit avoir un débit minimum de 2 000 litres par minute
L'implantation des poteaux Incendie doit être fonction des risques inhérents au type d'exploitation

※ ZONE AU : En fonction des risques d'incendie, les règles prévues en ZONE UA ou UC doivent être appliquées.

※ ZONE A : Pour les constructions à risque d'incendie élevé, le réseau d'incendie doit pouvoir débiter au minimum 2 000 litres par minute.

L'implantation des poteaux incendie doit s'effectuer en fonction de ces risques.

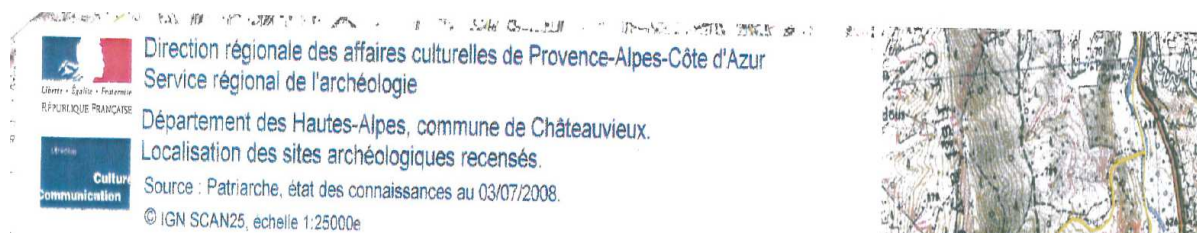
※ ZONE N : Dito zone A.

ARCHEOLOGIE PREVENTIVE

L'extrait ci-joint de la carte archéologique nationale reflète l'état de la connaissance. Cette liste ne fait mention que des vestiges actuellement repérés. En aucun cas cette liste d'informations ne peut être considérée comme exhaustive.

Conformément aux dispositions du Code du patrimoine (Livre V, art. L 522-4), les personnes qui projettent de réaliser des aménagements, ouvrages ou travaux peuvent saisir le préfet de région afin qu'il examine si leur projet est susceptible de donner lieu à des prescriptions archéologiques.

En dehors de ces dispositions, toute découverte fortuite de vestige archéologique devra être signalée immédiatement à la Direction Régionale des Affaires Culturelles de PACA (Service régional de l'Archéologie) et entraînera l'application du Code du Patrimoine (Livre V, Titre III).

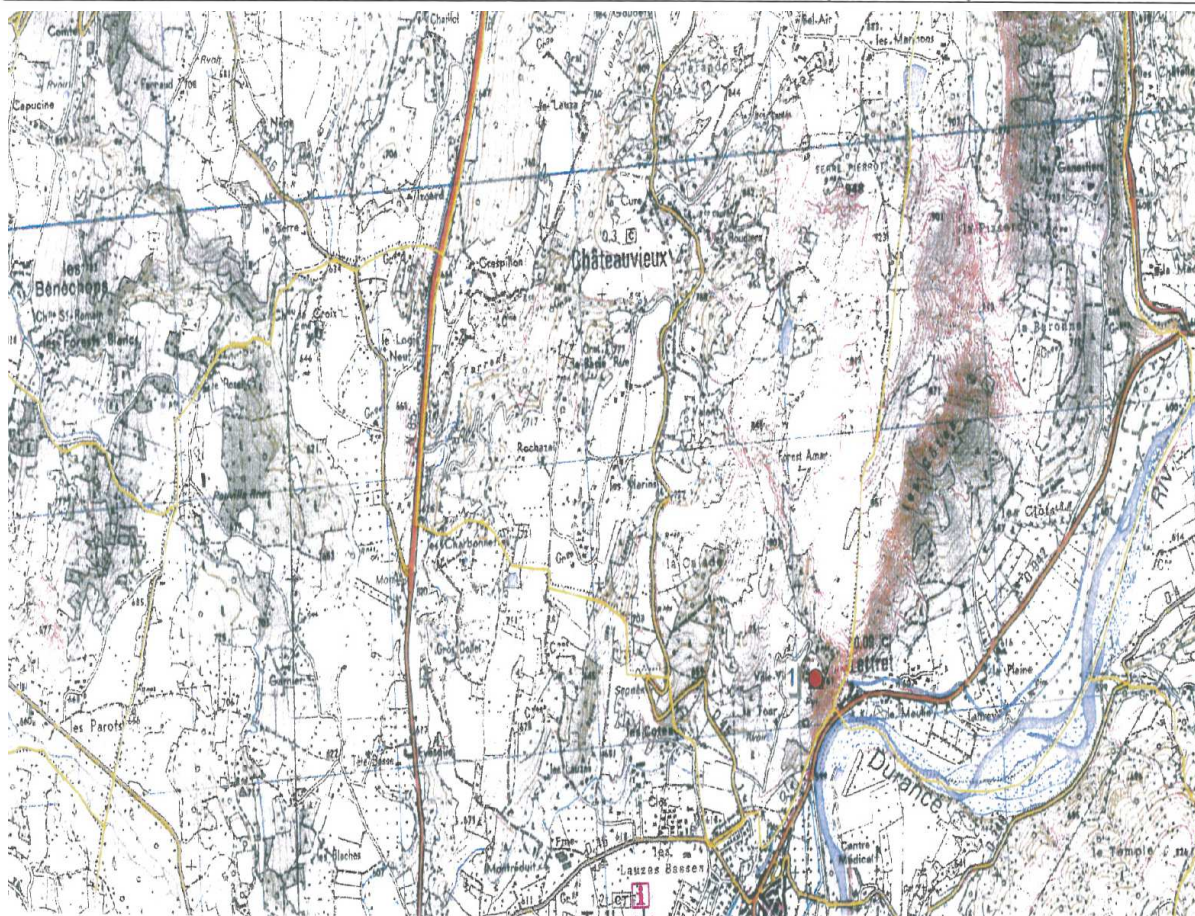


Sites archéologiques recensés sur la commune de Châteaufoux (05)

NOTA-BENE

Dans la colonne "N°", les numéros manquants correspondent à des informations archéologiques non localisées

N°	Nom du site	Lieu-dit	Vestiges	Chronologie	Précision	Parcelles
1	HAMEAU DE VILLE VIEILLE		édifice fortifié	Moyen-âge	localisation approximative	



ASA DU CANAL DE GAP

La commune de Châteauneuf est traversée par les canalisations du Canal de Gap.

Un plan est présenté en ci-après.

Pour tout renseignement et consultation des textes correspondants ainsi que des statuts de l'ASA, vous pouvez consulter en mairie ou directement :

ASA du Canal de Gap
Immeuble Révelly
2 Avenue Lesdiguières
05000 GAP.
Mail : info@canaldegap.fr
Internet : <http://canaldegap.fr/>

COMMUNE

CHATEAUVIEUX

ASA du CANAL DE GAP

Gravitaire

Supression

Plan de situation

Echelle

1 / 5000

Date

28 Novembre 2012

François ESTRANGIN et Karine CAZETTES

NORTH

